



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°174 9 OCTOBRE 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LANCEMENT DE  
LA PREMIERE  
ACADEMIE  
REGIONALE DU  
SOLAIRE

GUINEE : LA  
BANQUE MONDIALE  
FINANCE UN PROJET  
DE GOUVERNANCE  
LOCALE

COTE D'IVOIRE :  
GENERALISATION  
DE LA COUVERTURE  
MALADIE  
UNIVERSELLE  
(CMU)

MAURITANIE :  
DEBUT DES  
TRAVAUX  
D'EXTENSION DU  
PORT DE  
NOUAKCHOTT

TCHAD :  
L'EFFONDREMENT  
D'UNE MINE D'OR  
FAIT 52 MORTS

BURKINA FASO :  
ADOPTION D'UN  
COMPTE UNIQUE  
DU TRESOR

NIGER : UNE  
STRATEGIE  
NATIONALE DE  
PROMOTION DE  
L'ENTREPRENARIAT  
DES JEUNES

OUGANDA : LA  
CHINE, PREMIER  
INVESTISSEUR  
ETRANGER EN 2018

Togo :  
AMENAGEMENT DE LA  
ROUTE NATIONALE  
LOME-ANEHO  
ET TRAVAUX DE  
PROTECTION COTIERE



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Tenue de la 5<sup>ème</sup> édition du forum sur le financement du développement du groupe Banque mondiale à Abidjan

Le 5<sup>ème</sup> forum sur le financement du développement du groupe BM organisé à Abidjan les 1<sup>er</sup> et 2 octobre a réuni des représentants des secteurs public et privé d'Afrique de l'Ouest autour de 3 thèmes : l'agro-industrie, le transport et l'infrastructure numérique. Lors de son allocution, le Président Ouattara a souligné les 4 priorités des pays africains : (i) accélérer la mobilisation des ressources internes et le recouvrement des impôts, (ii) améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements privés domestiques et étrangers, (iii) développer un secteur financier solide et diversifié, et (iv) mobiliser les capitaux institutionnels (via les fonds de pension et souverains).

✉ [malene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr](mailto:malene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mise en œuvre de l'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA

La BCEAO a organisé du 30 septembre au 3 octobre 2019 une concertation régionale sur le Projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA à Dakar. Près de 90 représentants de la BCEAO, des Etats, des banques et des systèmes financiers décentralisés, des autorités de régulation, des établissements de monnaie électronique et du Groupement interbancaire monétique de l'UEMOA étaient réunis afin de valider le plan de déploiement de la plateforme régionale interopérable. Pour rappel, ce projet (9,6 M USD) entend apporter aux populations des services de transactions numériques de proximité transnationaux à coût abordable d'ici juin 2020.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Air Côte d'Ivoire desservira à nouveau la Sierra Leone

Suspendue depuis janvier 2018 en raison d'une poursuite intentée par un passager contre Air Côte d'Ivoire, la ligne Abidjan-Freetown a rouvert le 1er octobre 2019, à raison de cinq vols hebdomadaires. Cette réouverture avait été annoncée par le Président ivoirien à l'occasion de la visite de son homologue sierra-léonais en mai dernier.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Lancement de la première académie régionale du solaire**

L'Académie régionale du solaire d'Afrique de l'Est devrait proposer sa première formation ce mois-ci à Nairobi. Ce programme est mis en œuvre par le centre EACREEE (*East African Center for Renewable Energy and Energy Efficiency*) basé à Kampala et la *Kenyatta University* de Nairobi. Cette académie s'inscrit dans un cadre global qui comprendra une dizaine d'académies régionales (situées dans les Caraïbes, le Pacifique, l'Amérique centrale, en Afrique de l'Ouest, etc...) portée par les centres de l'ONUDI sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ces académies bénéficient du label *STAR-Center* de l'Alliance solaire internationale. Pour rappel, l'Alliance solaire internationale, lancée par la France et l'Inde durant la COP21, vise à mobiliser 1000 Mds USD d'ici 2030 pour installer 1000 GW d'énergie solaire et à lever les obstacles politiques, réglementaires et contractuels au financement de projets solaires dans les pays où les risques sont élevés.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Absence d'accord sur le barrage Renaissance (Grand Ethiopian Renaissance Dam)**

La réunion tripartite des experts et des ministres de l'irrigation et des ressources en eau, qui s'est tenue à Khartoum la semaine dernière, s'est conclue par un désaccord entre l'Egypte et l'Ethiopie. Les consultations devraient cependant se poursuivre, l'Egypte demandant une médiation internationale, refusée par l'Ethiopie et le Soudan. L'Egypte craint que la construction de ce barrage, entamée en 2012 par l'Ethiopie, n'entraîne une réduction du débit du fleuve, dont elle dépend à 90 % pour son approvisionnement en eau. Ce barrage hydroélectrique, le plus important d'Afrique, aura une capacité à terme de 6000 MW.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : l'endettement externe a augmenté de 31 Mds USD en dix ans avec un poids croissant du service de la dette

La Banque mondiale a indiqué dans un récent rapport que le stock de dette externe total du Nigéria, à la fois publique et privée, a augmenté de 12,9 Mds USD en 2008 à 43,9 Mds USD en 2018. Le secteur public est devenu le principal débiteur avec une hausse de 30% à 56% de sa part dans le stock de dette externe sur la période. Quasiment absents en 2008, les créanciers privés détenaient 44% des 24,4 Mds USD de dette publique encourue en 2018, le reste étant détenu en majorité par les partenaires multilatéraux. Le service de la dette publique externe nigériane reste relativement limité mais a néanmoins plus que doublé en dix ans, passant de 427 M USD à 1,3 Md USD.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : Adoption d'un Compte Unique du Trésor

Le Conseil des ministres du 2 octobre 2019 a adopté un décret sur la création du Compte unique du Trésor (CUT), conformément aux directives communautaires en matière de trésorerie publique. Cette réforme, qui bénéficie de l'appui technique d'Afritac Ouest, devrait permettre aux autorités d'avoir une information exhaustive et en temps utile sur les avoirs liquides de l'Etat. A l'instar du modèle qui se développe dans les autres pays de l'UEMOA, le CUT de l'Etat burkinabé devrait être ouvert dans les livres de la BCEAO.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Accord des services du FMI sur l'extension d'un an du programme triennal

Les services du FMI ont conclu leur visite le 1<sup>er</sup> octobre en indiquant être parvenus à un accord avec les autorités sur la 6<sup>ème</sup> revue et sur une extension d'un an du programme économique triennal dans le cadre de la FEC et du MEDC, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration du FMI – qui se prononcera en décembre. Tous les critères de performance et objectifs indicatifs fixés pour la fin juin 2019 ont été atteints. De bons résultats économiques sont attendus en 2019 et 2020, avec une croissance du PIB à 7,5% et 7,2%. Le déficit budgétaire devrait s'établir à 3% du PIB en 2019 et 2020 et l'inflation ne devrait pas dépasser 3%, conformément aux objectifs communautaires de l'UEMOA.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : Le Cap-Vert envisage de détenir des réserves de change en Renminbi et en or

Le Gouverneur de la Banque centrale du Cap-Vert (BCV) a déclaré que le pays étudiait la possibilité de disposer de réserves de change nettes en Renminbi et en or, en plus de l'euro et du dollar. Selon la BCV, au 30 août, les réserves nettes de change du Cap-Vert s'élevaient à 623 M EUR, dont 68% en euros et 32% en dollars, soit 5,4 mois d'importations. Pour rappel, l'escudo cap-verdien est arrimé à parité fixe depuis juillet 1998 à la monnaie du Portugal (l'escudo portugais jusqu'en 1999, l'euro depuis cette date), au taux de change de 110,265 escudos pour un euro.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : Hausse de 6,2% du PIB au deuxième trimestre 2019 en g.a.

Selon l'Institut national des statistiques du pays, le PIB a enregistré une hausse de +6,2% en g.a., tirée par la consommation privée (+2,9% en g.a.), après +5,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019. La consommation publique a baissé de -14,2% sur la même période. L'investissement a augmenté de +0,5% au T2, après une baisse de -11,4% au T1. Les exportations de biens et services ont cru de +8,5% en g.a. au T2, tandis que les importations ont diminué de -4%. En g.a., la valeur ajoutée des différents secteurs a augmenté ainsi : secteur agricole +6,4% ; industrie manufacturière +7,7% ; construction +6,6% ; transports +13,1% ; commerce +10% ; hôtellerie et restauration +3,5%. Le FMI table sur une croissance de 5% du PIB en 2019.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Adoption du projet de budget 2020

Le gouvernement a adopté un projet de budget 2020 qui consacre le basculement effectif de la Côte d'Ivoire en mode budget-programme, conformément aux directives d'harmonisation de l'UEMOA. Il est structuré en 35 dotations (crédits non répartis en programmes) et 149 programmes portés par les ministères et institutions. Le budget global (charges de trésorerie incluses) s'établit à 8 061 Mds FCFA (12,3 Mds EUR), en hausse de 9,9% par rapport au budget 2019. Les recettes budgétaires (ressources propres et dons) s'élèvent à 4 379,5 Mds FCFA (6,7 Mds EUR), et les dépenses budgétaires (dépenses hors charges de trésoreries) à 5 807,2 Mds FCFA (8,9 Mds EUR). La cible de déficit, à 3% du PIB, est conforme au critère de convergence de l'UEMOA.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Généralisation de la Couverture maladie universelle (CMU)

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement a lancé la généralisation de la CMU, après une phase expérimentale de 2 ans. Pour son démarrage, 729 établissements de santé publics et semi publics ont été retenus. Le système propose deux régimes : contributif et non contributif. Le premier régime, qui est celui de « base », propose un package minimum de soins offerts à toute la population à raison d'une contribution mensuelle de 1000 FCFA par assuré. Le régime non contributif concerne les personnes en situation d'indigence pour qui l'Etat va injecter près de 75 M EUR dans les caisses de la CMU (Caisse nationale d'assurance maladie - CNAM).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Guinée-Bissau : Les services du FMI concluent leur visite en Guinée-Bissau**

A la demande des autorités bissau-guinéennes, une mission du FMI s'est rendue à Bissau du 18 septembre au 1er octobre 2019 pour effectuer un diagnostic préliminaire sur les faiblesses de la gouvernance fiscale, de la régulation des marchés et des politiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et la corruption. Les services ont conclu leur mission en préconisant l'élaboration d'une stratégie nationale globale de lutte contre la corruption et se sont dit prêts à accompagner les autorités dans l'élaboration de cette stratégie.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Mauritanie : Mise en ligne d'une nouvelle plateforme de données macroéconomiques de la Banque Centrale Mauritanienne**

La Banque Centrale de Mauritanie (BCM), vient de mettre en ligne la page nationale récapitulative de données (PNRD) sur le portail local de la Plateforme Open-Data (ODP). La page est hébergée sur le site de la BCM, et sert de support de publication unique pour les données macroéconomiques du pays. Elle est aussi accessible sur la plateforme du Fonds monétaire international IMF's Dissemination Standards Bulletin Board.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Sénégal : Revue annuelle conjointe sur la mise en œuvre des politiques économiques et sociales de l'année 2018 publiée**

La RAC, qui vise à partager les résultats obtenus en 2018 et à réorienter les actions gouvernementales dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, a été présentée par le gouvernement : l'encours de la dette publique totale a atteint 7 137,4 Mds FCFA (11 Mds EUR) en 2018, soit 54,7% du PIB, en dessous du plafond de 70% du pacte de convergence de l'UEMOA ; les recettes ont atteint 2 425,5 Mds FCFA (4 Mds EUR), dont 1 990,4 Mds (3 Mds EUR) de recettes fiscales ; les dépenses publiques se sont établies à 2 903,3 Mds (4,4 Mds EUR), en hausse de 6% par rapport en 2017 ; le déficit budgétaire (dons compris) représente 3,7% du PIB, contre 3% en 2017.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Libéria : Adoption du projet de budget de l'Etat à 526 M USD pour l'exercice 2019/2020**

La Chambre des représentants a voté le 1<sup>er</sup> octobre 2019 la ratification du budget national pour l'exercice 2019/2020, fixant son montant total à 110,5 Mds LD (526 M USD) – près de 7 M USD de moins que la proposition de budget présentée par le ministre des Finances, le 28 juin dernier, avec deux mois de retard sur le calendrier d'adoption de la loi de finances. Le budget 2019/2020 est en baisse de 37 M USD par rapport à l'année fiscale précédente. Il prévoit des réductions salariales importantes pour les fonctionnaires d'Etat (membres de la Chambre des représentants, sénateurs et juges de la Cour Suprême inclus).

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : Le budget de l'État 2020 approuvé en Conseil des ministres

Le budget prévisionnel de l'Etat en 2020 s'établit à 2 175,4 Mds FCFA en recettes et à 1 679,4 Mds FCFA en dépenses. Il dégage un solde budgétaire prévisionnel positif de 496 Mds qui permettra de financer le déficit de trésorerie de 931 Mds. Le gap résiduel de 435 Mds sera financé par l'apport des partenaires financiers, à savoir le FMI, la BAD, la Banque mondiale et la France, dont la contribution globale attendue sur les trois années du programme avec le FMI est évaluée à 454 Mds FCFA, soit une moyenne annuelle de 151 Mds FCFA. Il subsistera un gap résiduel estimé à 205 Mds FCFA qui sera couvert par des emprunts extérieurs. L'État mise sur la mobilisation des ressources et la réduction de son train de vie.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Dégradation par Moody's de la perspective associée à la notation souveraine de l'Éthiopie

L'agence de notation *Moody's* a dégradé la perspective associée à la notation souveraine de l'Éthiopie, de « stable » à « négative », la maintenant cependant en catégorie hautement spéculative (B1). Cette évolution intervient en raison de la baisse des recettes de l'État et de l'augmentation de la dette extérieure des entreprises publiques et du service de la dette associé, alors que les réserves en devises sont restées faibles au cours de ces dernières années. *Standard & Poors* ainsi que *Fitch* ont, quant à eux, maintenu la notation « B » sous perspective stable depuis mai 2014.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : La Chine, premier investisseur étranger en 2018

Lors de l'exercice budgétaire 2018/2019, le montant total des IDE reçus par l'Ouganda a atteint 1,34 Mds USD. Ce montant d'IDE est le plus élevé jamais enregistré par l'Ouganda (+66,5% en g.a). Les investisseurs étrangers représentent 75,6% de ce montant et les acteurs ougandais 24,4% seulement, soit 329 MUSD. Les investissements chinois représentent un peu moins de la moitié (45,1%) des investissements reçus, soit 607 MUSD. Le Liban arrive à la seconde position avec 70 MUSD, suivi par l'Inde (58 MUSD) et les Emirats Arabes Unis (55 MUSD). L'*Ugandan Investment Authority (UIA)* a recensé 286 licences d'investissements (+15,8 %), dont 51% dans le secteur industriel, 18% dans l'agriculture, 9% dans la logistique et 6% dans la construction. Selon l'UIA, les IDE pourraient atteindre 1,5 Md USD en 2019/20 (+ 11,9% en g.a). Toutefois, l'amélioration de l'environnement des affaires demeure un prérequis à l'attraction des IDE, le pays arrive 127ème place du classement *Doing Business 2019*, loin derrière le Kenya (61ème) et le Rwanda (29ème).

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Ouganda : Rehaussement de l'objectif de recettes domestiques à 18 à 20 % du PIB à moyen terme**

Dans sa stratégie de mobilisation des recettes domestiques (DRMS), le gouvernement ougandais se fixe l'objectif d'atteindre un ratio des recettes publiques rapportées au PIB de 18-20 % d'ici cinq ans contre 15,5 % sur l'exercice 2018/19, soit un objectif plus ambitieux que ce que recommande le FMI (+0,5 point par an pendant 5 ans). L'augmentation des recettes domestiques devient le nouveau cheval de bataille gouvernemental dans un contexte d'augmentation de la dette du pays, et de dégradation de son profil. En effet, elle devrait atteindre 49,5 % du PIB en 2021/22, le gouvernement s'étant donné comme plafond 50 %.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)



## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Nigéria : la CBN augmente à 65% le ratio minimum de crédits / dépôts requis pour les banques de dépôts

Suite à la nouvelle réglementation de la Banque centrale du Nigéria (CBN) en juillet dernier imposant aux banques de dépôts un ratio minimum de crédits / dépôts de 60% à compter du 30 septembre 2019, douze établissements bancaires ont été pénalisés. Un total de 500 Mds NGN (1,4 Md USD) a été retenu de leurs comptes et placé comme réserves obligatoires additionnelles par la CBN en attendant leur mise en conformité. La CBN a également annoncé l'augmentation du ratio minimum crédits / dépôts de 60% à 65% à compter du 31 décembre 2019. Les encours des banques de dépôt au secteur privé étaient de 16 397 Mds NGN (45,2 Mds USD) au 26 septembre, en hausse de 6% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2019.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : Phase opérationnelle de la ZLECAf, le Sénégal définit sa stratégie

Les 54 pays signataires de l'accord de Zone de libre-échange continentale (ZLECAf) entrent dans la phase de formulation de leur stratégie nationale qui vise à relever le défi de la mise en œuvre projetée à juin 2020. Au Sénégal, les différents acteurs se sont retrouvés le 1er octobre au cours d'un atelier, présidé par le ministre du Commerce, pour identifier les éléments à prendre en considération dans la formulation de cette stratégie.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : Une stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes

La capitale du Niger, Niamey abrite actuellement une conférence internationale sur le constitutionalisme et la consolidation de la démocratie en Afrique. L'initiative revient au National Democratic Institute (NDI), un *think tank* américain, en partenariat avec Africa Forum, Osiwa et la Fondation Koffi Anan. Le directeur régional du NDI, le camerounais Christopher Fomunyoh, a été, à cet effet, reçu en audience le 1er octobre par le Président Issoufou Mahamadou.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Gabon : déjeuner du Comité CCEF et du Premier Ministre

Le 7 octobre dernier s'est tenu un déjeuner réunissant les membres du Comité local des Conseillers du Commerce extérieur avec le Premier Ministre gabonais, ainsi que 8 ministres. Les échanges autour de questions économiques d'actualité ont permis de renforcer le dialogue entre le gouvernement et les chefs d'entreprises présents. Ce déjeuner fait notamment suite au colloque Gabon organisé au Sénat français le 29 mars 2019 et marque la vitalité des relations bilatérales.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tchad : le Conseil national du patronat tchadien (CNPT) fait sa rentrée économique**

Le CNPT a présenté son plan d'action triennal 2020-2022. Bichara Doudoua, son président, a annoncé quelques actions à réaliser par le CNPT, à savoir l'opérationnalisation de la commission mixte douanes-secteur privé, l'actualisation du livre blanc, la production périodique du baromètre de conjoncture des entreprises, etc. Le ministre d'Etat, ministre secrétaire général à la présidence de la République, Kalzeubé Payimi Deubeut, a annoncé prendre acte des doléances présentées.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

▼ **Tanzanie : Partenariat entre la Banque Centrale et Refinitiv pour la mise en place d'un outil de surveillance des marchés**

La *Bank of Tanzania* a signé un accord avec l'entreprise américano-canadienne *Refinitiv* pour l'installation d'un outil de surveillance des marchés, *Market Tracker*, qui permettra à la Banque centrale de surveiller les flux de transactions. Ce dispositif permettra aussi aux opérateurs des marchés financiers mondiaux de suivre en temps réel le marché tanzanien.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Nouvelles mesures pour améliorer le prélèvement de l'impôt foncier**

Depuis 2018, toute personne propriétaire d'un bien immobilier autre que son domicile principal est sujet à l'impôt foncier. Le 3 octobre, la *Rwanda Revenue Authority* (RRA) a annoncé le lancement d'un portail d'enregistrement des biens immobiliers en ligne et le déploiement exceptionnel d'équipes sur le terrain en charge de s'assurer du respect de la loi sur l'impôt foncier. Toute personne sujette à cette taxe n'ayant pas déclaré ses biens au 31 décembre sera considérée comme évadée fiscale.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Ghana : l'aide publique au développement dont bénéficie le Ghana diminue

Le Ministre d'Etat Yaw Osafo-Mafo a déclaré que l'aide publique au développement dont bénéficie le Ghana a eu tendance à diminuer ces dernières années, son volume ayant diminué de moitié entre 2010 et 2017, passant de 5,6% à 2,9% en 2017. En particulier, l'élément don de l'aide a diminué de 3,7% à 2,3% du PIB sur cette période. Osafo-Mafo a fait cette annonce à la Chambre nationale des chefs (conseil consultatif des chefs traditionnels) à Kumasi lors de la présentation de son rapport pour la mise en place de l'initiative « *Ghana Beyond Aid* » annoncée par le Président Akufo-Addo en 2017, qui vise à réduire la dépendance budgétaire du Ghana vis-à-vis de l'aide internationale.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : Deux prêts de la BOAD pour un montant global de 25 Mds FCFA

Le 26 septembre 2019, le Président de la BOAD et le ministre de l'Economie, des finances et du développement du Burkina Faso, ont procédé à la signature de 2 accords de prêt pour un montant global de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) : le financement de la deuxième phase du Programme d'appui au développement des économies locales pour 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) et la mise en place d'un prêt de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) pour promouvoir la finance inclusive. Ce dernier projet « Promotion de la finance inclusive pour l'accès des populations à faibles revenus aux services financiers au Burkina Faso » a pour objet de favoriser l'accès au microcrédit à 1 032 000 bénéficiaires, à travers notamment les Systèmes financiers décentralisés.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : La Bank of China Limited Shenzhen Branch finance 2001 km de fibre optique

Le Conseil des ministres du 2 octobre 2019 a adopté une ordonnance autorisant la ratification de la convention de crédit signée en juin dernier entre le Burkina Faso et la Bank of China Limited Shenzhen Branch pour le financement de la phase I du Projet Backbone national des télécommunications (PBNT). Ce financement permettra la construction de 2001 km de fibre optique au Burkina Faso et facilitera l'interconnexion de 45 provinces du pays. Ces annonces interviennent après le rétablissement officiel, depuis mai 2018, des relations diplomatiques entre la Chine et le Burkina Faso. Un accord-cadre de coopération 2018-2020 avait par la suite été signé entre les deux pays le 1er septembre 2018, à Beijing.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin : La Banque africaine de développement prête 61 M EUR au Bénin pour le Programme d'assainissement pluvial de Cotonou**

Le Conseil d'administration de la BAfD a approuvé le 26 septembre 2019 à Abidjan, un prêt de 61 M EUR pour la mise en œuvre du Projet d'appui au programme d'assainissement pluvial de Cotonou (PAPC). La phase d'exécution du programme est prévue sur une durée de 6 ans et doit bénéficier à une population estimée à plus de 785 000 habitants. Ce projet consiste, notamment, en l'aménagement d'un bassin de rétention d'un volume de 220 500 m<sup>3</sup>, la construction de 5,4 km de collecteurs et caniveaux et le pavage d'environ 20 km de chaussée. Le financement de la BAfD s'intègre dans un ensemble plus large aux côtés de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin : La Banque ouest-africaine de développement finance 15,2 M EUR supplémentaire pour le programme des 20 000 logements sociaux**

Le ministre de l'Economie et des Finances béninois, Romuald Wadagni a signé le 27 septembre 2019 à Cotonou avec Christian Adovèlandé, Président de la banque ouest africaine de développement (BOAD), une convention de prêt de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) qui porte ainsi à 50 Mds FCFA (76,1 M EUR) la contribution de la BOAD au programme de 20 000 logements sociaux dans la commune d'Abomey-Calavi. Ce programme, dont la réalisation est confiée à la Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SIUAU), bénéficie également du soutien de la Banque islamique de développement (BID) à hauteur de 40 Mds FCFA (60,9 M EUR).

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : Prêt de 133 M EUR de la Banque mondiale pour l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu urbain**

Le Conseil de Ministres a procédé à l'adoption d'un décret de ratification d'un accord de prêt d'un montant de 87,8 Mds FCFA (133,8 M EUR) conclu avec l'Association internationale de développement (IDA), branche de la Banque mondiale, en vue d'un financement additionnel du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu urbain (PREMU). Ce volet additionnel du PREMU devrait permettre à 1,2 M de personnes dans 12 villes secondaires de Côte d'Ivoire d'avoir accès à des services améliorés d'eau potable et à 90 000 élèves d'avoir accès à l'assainissement et à l'hygiène dans leurs écoles.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : La Banque mondiale finance un projet de gouvernance locale**

Un projet d'appui à la gouvernance locale, financé par la BM à hauteur de 40 M USD et qui vise à améliorer la capacité des collectivités locales dans la gestion budgétaire, a été lancé par le ministre du Budget. Ce projet va contribuer au renforcement des réformes institutionnelles en matière budgétaire entreprises par le gouvernement, marquées d'une part par la création en 2016 du Fonds national de développement local (FNDL) et d'autre part par l'opérationnalisation de l'Agence nationale de financement des collectivités locales (ANAFIC).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : 27 M EUR de l'Union européenne et l'Espagne pour la formation des pêcheurs**

L'Union européenne et l'Agence espagnole pour la coopération internationale, en collaboration avec le ministère de la Pêche, ont lancé le 30 septembre à Nouadhibou un programme pour la formation de la main d'œuvre travaillant dans le secteur de la pêche artisanale et côtière. Ce programme d'une enveloppe de 27,5 M EUR, est destiné à renforcer le processus de production, à sensibiliser les acteurs du secteur à la pêche responsable et à créer des opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes. Pour rappel, la pêche représente environ 2% du PIB du pays et plus de 40% des exportations.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : l'État débloque 650 M FCFA pour la reconstruction de l'hôpital de Kumba**

Le ministre de la Santé publique, Malachie Manaouda a annoncé la signature d'un contrat pour la reconstruction de l'hôpital de district de Kumba, qui avait été brûlé par les sécessionnistes. Kumba est l'une des villes les plus touchées par le conflit entre l'armée et des sécessionnistes qui réclament, depuis 2016, l'indépendance des deux régions anglophones de l'ouest du Cameroun. Pour mémoire un dialogue national a été organisé du 30 septembre au 4 octobre dernier pour la résolution de cette crise.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Pont route-rail Brazzaville-Kinshasa : l'aménagement des voies d'accès à l'étude**

Une délégation de la BAD a séjourné au Congo-Brazzaville dans le cadre des études de l'aménagement des voies d'accès au futur pont-route-rail devant relier Brazzaville à Kinshasa. Il a été décidé que les deux pays bénéficiaires financeraient l'aménagement de ces voies, afin d'amortir les coûts. Le coût global du projet, qui sera réalisé sous forme de PPP, est de 550 M USD, dont une contribution de 210 M USD de la BAD. Contrairement à la RDC qui est éligible au Fonds africain de développement, le Congo-Brazzaville pourrait peiner à maîtriser ses sources de financements pour l'aménagement de ses 3,2 km de voies d'accès au pont et des 23 km de voies de contournement. Les investisseurs privés devraient être sollicités.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : La France fait un don de 5,2 Mds FCFA en faveur de la formation professionnelle au Congo**

Le ministre des Finances et du budget et l'ambassadeur de France au Congo ont signé, le 4/10 à Brazzaville, une convention portant sur un don de 5,2 Mds FCFA pour financer le projet d'appui aux centres d'éducation, de formation et d'apprentissage (CEFA). Ce don octroyé par la France, au travers de l'AFD, s'inscrit dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement. La première phase du projet consiste à renforcer ces CEFA et à créer les conditions nécessaires à leur autonomisation, et la seconde, à mettre en place des mécanismes de financement qui seraient gérés par ces centres. Il est également prévu la réhabilitation du CEFA de Boko (Pool). Ce programme bénéficie de l'assistance d'Expertise France.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tchad : le Niger et la CNPC renonce à passer par le Tchad pour la construction du pipeline provenant des champs d'Agadem**

Le 17 septembre, le Niger a lancé la construction d'un pipeline de 2 000 km devant relier les champs pétroliers d'Agadem au port de Sem, au Bénin. C'est une infrastructure estimée à 5 milliards de dollars, réalisée sur une période de 2 ans par la *China National Petroleum Corporation* (CNPC).

Ce tracé a été préféré à celui de 600 km qui devait relier les champs d'Agadem à l'oléoduc Tchad-Cameroun pour être exporté à partir du port en eau profonde de Kribi, dans le Sud Cameroun, officiellement, en raison de la menace de Boko Haram dans le Nord du Lac Tchad.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

▼ **Ethiopie : prêt coréen de 63 MUSD pour la construction d'un corridor du Bus Rapid Transit (BRT)**

La banque coréenne *Eximbank* a accordé un prêt de 63 MUSD pour la construction d'un des corridors du *Bus Rapid Transit* (BRT), projet de lignes de bus à haut niveau de service à Addis-Abeba. La mise en place de ce corridor de 11 kilomètres prévoit la construction de deux terminaux et de 17 gares routières. Avec une maturité maximum de 15 ans et un taux d'intérêt de 0,01 %, l'accord prévoit un remboursement sur 40 ans. Pour rappel, l'AFD finance également un corridor du BRT de 18 kilomètres, à hauteur de 85 MEUR, dont la fin des travaux est prévue pour 2022. A terme, le BRT comptera sept lignes de bus ; la fin des travaux est prévue pour 2030.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : Etude de faisabilité pour un projet éolien et de stockage de l'énergie financé par l'agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA)**

L'USTDA a annoncé un appui financier au projet de centrale éolienne de Kipeto (50 MW) porté par *Kipeto Energy Limited*, entreprise dont un des actionnaires est l'entreprise kenyane *Craftskills Wind Energy International*. *GE Renewable Energy*, filiale de General Electric est chargé de la construction du parc éolien qui devrait alimenter 40 000 foyers au Kenya. La subvention de l'USTDA – d'un montant inconnu - permettra la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'intégration d'un système de stockage de l'énergie par batterie, visant à améliorer la capacité de la centrale. L'étude sera réalisée par l'entreprise américaine *Delphos International*.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : Revirement brutal du Président Museveni sur le projet d'autoroute en PPP Kampala-Jinja**

Dans une lettre adressée au ministre des transports, le Président ougandais Museveni a annoncé son intention d'accorder le contrat pour la réalisation du projet autoroutier Kampala-Jinja à l'entreprise chinoise *China Railway 17th Bureau Group Company*, alors que la procédure de sélection des offres remises par les groupements internationaux est en cours, et que l'entreprise chinoise citée n'y participe pas. Cette décision est vivement critiquée par des officiels ougandais qui considèrent que l'Ouganda manque une opportunité de réduire les coûts de ce projet. La Banque Mondiale s'oppose également à cette décision qui va à l'encontre des procédures d'appel d'offres prévues par la loi sur les PPP. Alors que cette autoroute constitue le projet phare pour la mise en œuvre des PPP dans le pays, le recours à un financement chinois alternatif avait souvent été brandi par les autorités ougandaises. Si cette décision devait être suivie la crédibilité du cadre PPP ougandais serait fortement affaibli.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Djibouti : Signature d'un contrat entre ENGIE et le gouvernement djiboutien pour une centrale photovoltaïque**

Le gouvernement de Djibouti et *ENGIE* ont signé un contrat pour développer la première centrale solaire du pays d'une capacité de 30 MW dans le désert de Grand Bara au sud du pays. Cette signature fait suite au protocole d'entente signé en mai 2019 et permet à *ENGIE* de concevoir, construire et gérer cet équipement. Cette centrale s'inscrit dans le cadre d'une stratégie du gouvernement de développement de l'énergie solaire à Djibouti (300 MW prévus à terme).

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Ouganda : Gel de l'aide budgétaire maintenu par la Banque mondiale**

Selon la Banque, les prérequis à la levée de la suspension de l'aide ne sont pas réunies, à savoir une meilleure politique fiscale, la mise en œuvre effective de réformes structurelles et l'amélioration de la capacité d'absorption des fonds. Pour rappel, les engagements gelés concernent des prêts d'un montant total de 800 MUSD, une enveloppe de dons de 265 MUSD pour les réfugiés et une ligne de crédit de 221 MUSD pour un projet de réhabilitation et de maintenance de la route qui relie Tororo à Kamdini. La Banque et les partenaires de développement locaux avaient déjà gelé leur aide budgétaire en 2012 suite à une affaire de détournement de fonds de 13 MUSD impliquant le cabinet du Premier Ministre.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan du Sud : Subvention de la BAD de 17,7 MUSD pour le secteur de l'éducation**

Le gouvernement du Sud-Soudan et la BAD ont signé un accord portant sur un don pour améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, notamment au niveau de l'enseignement primaire. En effet, les conflits internes au pays qui perdurent depuis près de six ans ont dégradé les indicateurs de développement: à titre d'exemple, le taux d'alphabétisation, à 27 % est un des plus bas au monde. Ce projet qui sera mis en œuvre par l'UNICEF, a plusieurs objectifs : i) la construction ou la réhabilitation de 35 écoles dans les zones gravement touchés par le conflit, ii) le renforcement de la formation donnée aux enseignants (2 000 enseignants visés) et iii) la distribution de manuels et de fournitures scolaires aux enfants.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Kenya : Deuxième pays le plus rémunérateur pour les producteurs de thé

Le rapport de l'industrie du thé, publié la semaine dernière, indique que le KTDA (Kenya Tea Development Agency) a cette année rémunéré les petits producteurs de thé à hauteur de 0,36 EUR/kg. Ce chiffre place le Kenya en 2ème position des pays les plus rémunérateurs de la filière thé, derrière le Sri Lanka. Les deux pays ont toutefois enregistré une baisse des prix par rapport à l'exercice précédent. KTDA avait payé les producteurs 0,46 EUR/kg l'année dernière tandis que les agriculteurs au Sri Lanka étaient rémunérés 0,43 EUR/kg. Au total, le montant versé cette année à l'ensemble des petits producteurs de thé affiliés à la KTDA a représenté plus de 61 MEUR.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : Promesse du gouvernement de verser 25 MUSD aux producteurs de noix de cajou d'ici le 30 octobre 2019

En 2018, le gouvernement tanzanien a acheté l'ensemble de la production tanzanienne de noix de cajou (soit 220 000 tonnes) pour un montant de 300 MUSD afin de mieux négocier les tarifs d'achats sur le marché international. Toutefois, le gouvernement n'aurait revendu la production à des partenaires étrangers que récemment (pour un montant de 575 MUSD), ce qui aurait engendré des retards de paiement de l'ordre de 25 MUSD du gouvernement auprès des petits producteurs. Le gouvernement s'est engagé à régler ses dettes d'ici le 30 octobre 2019. Suite à cette expérience agricole aux résultats mitigés, le gouvernement a également annoncé ne pas vouloir intervenir sur le marché de la noix de cajou en 2019.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Ghana : augmentation du prix de l'électricité de 5,94%

Alors que le gouvernement ghanéen est en période de renégociation des contrats qui le lient aux producteurs d'électricité indépendants, les prix de l'électricité ont été augmentés par la Commission de régulation des services publics de 5,94% au 1<sup>er</sup> octobre 2019. Les prix de l'eau augmentent dans le même temps de 2,22%. Ces hausses permettront de couvrir l'inflation et l'augmentation des coûts de production, dont celui des contrats « *take-or-pay* » qui obligent l'Etat ghanéen à payer l'électricité non-consommée. Elles font suite à une hausse des prix de l'électricité de 11,2% en juillet 2019, alors qu'une réduction des tarifs de 30% avait été appliquée en mars 2018 pour les activités industrielles et commerciales et de 17% pour la consommation résidentielle.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : hausse de la production nationale de pétrole dans un contexte de surplus de l'offre mondiale**

Le Ministre nigérian des Ressources pétrolières a annoncé que la production domestique moyenne de pétrole (brut et condensé) avait atteint 2,1-2,2 millions de barils par jour (mb/j) en septembre 2019, la meilleure performance depuis plus d'un an. Le Ministre a également affirmé que le pays prendrait les mesures nécessaires à partir d'octobre pour respecter le quota d'une moyenne de 1,685 mb/j de pétrole brut, négocié dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC). Selon lui, les dernières estimations donnaient la production nigériane de brut à 1,8 mb/j. Pour rappel, la production de pétrole prévue dans le Budget 2019 est de 2,3 mb/j pour un prix du baril de 60 USD.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : Le prix d'achat du cacao aux producteurs fixé à 825 FCFA pour la nouvelle campagne cacaoyère**

Comme chaque année, à l'occasion du lancement de la campagne cacaoyère qui débute le 1<sup>er</sup> octobre, le Conseil du Café et du Cacao a organisé les journées nationales du cacao et du chocolat et annoncé le prix d'achat des fèves de cacao en « bord de champ », fixé cette année à 825 FCFA contre 750 FCFA lors de la campagne précédente. Cette annonce intervient alors que la Côte d'Ivoire et le Ghana ont décidé d'établir un mécanisme commun de vente de leur cacao, dont le seuil minimum est fixé à 2 600 USD la tonne. Dans ce contexte, les portes paroles des planteurs ivoiriens espéraient un prix de 1 000 FCFA le kilo.

✉ [jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra-Leone : Le groupe turc SALA signe un accord de 275 M USD pour la culture de riz**

Le gouvernement de la Sierra Leone a signé un accord d'investissement de 275 M USD avec le groupe turc SALA pour un projet de développement de la riziculture à Torma Bum, dans le sud du pays. Le projet prévoit dans un premier temps la culture de 54 000 hectares de terre. Pour rappel, le riz est le premier poste d'importation de la Sierra Leone, qui en a importé à hauteur de 105 M USD en 2018 (soit 9,8% des importations totales). Sa consommation annuelle de riz par habitant (plus de 100 kg) est l'une des plus élevée d'Afrique subsaharienne. La suffisance alimentaire en riz est à l'agenda politique des autorités sierra-léonaises depuis l'Indépendance du pays.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tchad : l'effondrement d'une mine d'or fait 52 morts**

Une mine d'or sauvage s'est effondrée le 24 septembre dans la province du Tibesti au nord du Tchad et fait 52 morts et 37 blessés. La région du Tibesti est en proie à de nombreux conflits du fait de l'orpaillage. L'état d'urgence a été mis en place en août dans cette région.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Madagascar : Présentation du plan de redressement financier de la JIRAMA

Le 24 septembre, le cabinet Castalia a présenté le Plan de redressement financier de la compagnie nationale d'électricité Jirama à l'horizon 2030 devant les autorités gouvernementales et les partenaires techniques et financiers. Au 30 juin 2019, les arriérés de la société auraient notamment atteint près de 410 MEUR soit 3,7% du PIB. Castalia préconise la réduction des pertes techniques et non techniques, l'optimisation de la production dans les centres isolés et des achats de carburants, ainsi que la hausse des taux d'encaissement. A travers la renégociation des principaux contrats thermiques et une hausse graduelle des tarifs de l'électricité, la JIRAMA pourrait économiser près de 90 MEUR par an d'ici 2030.

✉ [frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Vers une baisse des tarifs de l'électricité en Tanzanie

Le ministre de l'Energie a demandé à la compagnie électrique nationale Tanesco et au régulateur du secteur (EWURA) de revoir à la baisse les tarifs de l'électricité. Les tarifs appliqués par les producteurs indépendants sont particulièrement visés car plus de deux fois supérieurs au tarif de Tanesco. En effet, Tanesco facture actuellement 75 unités à 100 shillings tanzaniens (0,044 USD) l'unité, tandis que les producteurs indépendants facturent entre 2000 shillings (0,87 USD) et 6000 shillings (2,61 USD) l'unité. Pour rappel, le pays s'est donné pour objectif d'atteindre une production de 10 000 MW d'ici 2025 contre 1 600 MW actuellement.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Engagement du gouvernement à augmenter les réserves en carburant du pays

Un rapport de l'Auditeur Général présenté en avril 2019 a mis en avant le retard du pays par rapport à l'engagement de capacité de réserve en carburant de 150 000 mètres cubes. Début octobre, le gouvernement s'est ainsi engagé à atteindre 100 000 mètres cubes d'ici fin 2020. Les réserves actuelles s'élèveraient à 78 000 mètres cubes, dont 29 000 appartiendraient au gouvernement, selon le ministère du Commerce et de l'Industrie, ne pouvant répondre qu'à deux mois et demi de demande.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industrie

### ▼ Gambie : Nouveau modèle de licence pétrolière et attribution d'une licence à BP

Un nouveau modèle de licence d'exploration, de développement et de production pétrolière conforme aux normes internationales a été adopté. Les licences de l'entreprise australienne FAR Ltd et de la compagnie malaisienne Petronas, signées en 2012 et révisées selon ce nouveau modèle, attribuent désormais 50% des parts des blocs A2 et A5 à chaque entreprise – soit une prise de participation supplémentaire de 10% pour FAR Ltd. Le gouvernement gambien a attribué aux partenaires du site une nouvelle période d'exploration de trois ans. Il recevra un bonus de 4,5 M USD pour ces deux licences. Le gouvernement a également attribué une licence de prospection et de production à la société britannique BP pour le bloc A1.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra-Leone : Prolongation de la date limite de dépôt de dossiers pour l'octroi de licences pétrolières

La direction du Pétrole de la Sierra Leone a annoncé la prolongation de la date limite de dépôt de candidatures pour acquérir les blocs ouverts dans le cadre de son quatrième cycle de licences pétrolières, du 22 novembre 2019 initialement, au 28 février 2020.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Côte d'Ivoire : Hausse de l'activité touristique en Côte d'Ivoire

A l'occasion de la journée mondiale du tourisme, le ministre du Tourisme Siandou Fofana a annoncé une hausse du poids du secteur touristique dans le PIB du pays de 5,9% en 2017 à 6,3% en 2018. En 2018, la Côte d'Ivoire a en effet accueilli plus de 4 millions de touristes, contre un flux touristique estimé à 3,5 millions en 2017. Pour rappel, le gouvernement ivoirien ambitionne d'être parmi le Top 5 des destinations africaines avec la création de 375 000 nouveaux emplois d'ici 2025, grâce sa stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » adoptée en 2018 et dont les besoins en financement sont chiffrés à 3 200 Mds FCFA (4,9 Mds EUR).

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : Début des travaux d'extension du port de Nouakchott

Arise Mauritanie, filiale de la joint-venture entre le fonds d'investissement français Meridiam et la compagnie singapourienne Olam, vient de lancer sur le port de Nouakchott, les travaux du nouveau terminal à conteneurs, d'une capacité de 250 000 EVP. Le projet prévoit la construction d'un nouveau quai et d'une zone de stockage de 25 000 m<sup>2</sup>. La gestion des travaux est confiée au groupe français EGIS. Le coût total du projet est estimé à 310 M USD, pour une durée d'un an. A terme, le terminal pourrait accueillir 2 navires de classe Panamax. Ce projet, qui doit être inauguré en décembre 2020, est le 1<sup>er</sup> contrat de PPP dans le pays obtenu par Arise, qui exploitera ensuite la concession portuaire pour une durée de 30 ans.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : Signature d'un accord relatif au transport aérien avec l'Arabie Saoudite

Le ministre de l'Équipement et des transports mauritanien et son homologue saoudien ont procédé le 27 septembre 2019 à la signature d'un accord visant à renforcer la fluidité du transport des personnes et des marchandises, par voie aérienne, entre les deux pays. Le traité prévoit notamment l'organisation de vols directs réguliers de gros porteurs reliant les aéroports des deux pays, l'intensification des échanges économiques bilatéraux et la facilitation des déplacements des pèlerins vers les lieux saints. En outre, l'accord offre à la compagnie mauritanienne Mauritanian Airlines la possibilité de signer des contrats de partenariat avec son équivalente saoudienne Saudia.

✉ [lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : Aménagement de la route nationale Lomé-Aného (frontière du Bénin) et travaux de protection côtière

Le chantier de mise en 2x2 voies de la nationale 2 Lomé-Aného et de protection côtière avec la construction de 28 épis sur financement de la Banque africaine de développement a finalement été scindé en deux lots, attribués respectivement i) à la société tunisienne SORUBAT pour 34,3 Mds FCFA TTC (52,3 M EUR) pour un tronçon de 20 km et ses aménagements connexes et ii) à la China Road and Bridge Corporation pour 13,9 Mds FCFA TTC (21,2 M EUR) pour le tronçon de 10 km entre Lomé et Togokomé et la construction des épis côtiers.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : Réactivation du processus de privatisation de l'UTB et de la BTCI

Les autorités togolaises ont publié dans « The Economist », le 18 septembre 2019, l'avis international de préqualification en vue d'établir une liste restreinte d'investisseurs qui seront, dans un second temps, habilités à concourir pour la privatisation des deux banques publiques BTCI et UTB. Les documents de préqualification sont disponibles depuis le 30 septembre et les dossiers devront être déposés par les opérateurs économiques intéressés au plus tard le 22 novembre.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Réduction de la part de marché de Safaricom au profit de son concurrent Airtel

La part de marché de Safaricom a atteint son niveau le plus bas : 63,5 % sur l'exercice 2018/2019 contre 65,4 % l'année précédente. Cette baisse s'explique par l'augmentation de la concurrence dans le secteur de la télécommunication. Bien que Safaricom demeure le leader du marché avec le plus grand nombre d'abonnés (31,8 millions), le nombre d'abonnés d'Airtel atteint désormais 12,8 millions en juin 2019, soit 24,6 % du marché. Le projet de fusion entre Airtel et Telkom Kenya (troisième société de téléphonie mobile du pays, détenue à 40 % par l'Etat) pourrait accroître la pression sur Safaricom. Toutefois, cette fusion a été suspendue fin août 2019 par la commission anti-corruption et d'éthique (EACC) du Kenya car une enquête sur des allégations de détournement de fonds publics est en cours.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Lancement d'un appel d'offres pour une consultance sur la privatisation partielle d'Ethio Telecom

Dans le cadre du projet d'ouverture du capital d'*Ethio Telecom*, le ministère des Finances a lancé, en partenariat avec la Banque Mondiale, un appel à expression d'intérêt (voir [ici](#)) relatif à la sélection d'un consultant en transactions. Il se chargera notamment de (i) recommandations sur les termes du processus de privatisation (dont le pourcentage du capital à mettre en vente), (ii) l'évaluation du prix de réserve d'*Ethio Telecom* et (iii) l'identification des critères de sélection des soumissionnaires. Le consultant sélectionné commencera son étude (d'une durée 14 mois environ) à partir de novembre 2019. En août dernier, *KPMG East Africa* a déjà été retenu par *Ethio Telecom* pour procéder à l'évaluation des actifs.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Kenya : Cessation des activités des deux principales sociétés de paris sportifs suite à l'introduction d'une taxe**

Dénonçant un matraquage fiscal et des difficultés de renouvellement de sa licence, SportPesa, leader sur le marché des paris sportifs en ligne au Kenya et en Afrique de l'Est, a annoncé le 28 septembre l'arrêt de ses opérations dans le pays. Betin, la deuxième entreprise sur ce segment, a également annoncé son retrait du pays à compter du 31 octobre 2019. Ces décisions font suite à l'approbation par le Parlement en juin 2019 d'une nouvelle taxe de 20 % sur les mises, qui s'ajoute aux 30 % d'impôt sur les sociétés ainsi qu'aux 20 % imposés sur les revenus tirés des paris sportifs. Ces taxes visent un double dividende : augmenter les recettes fiscales générées par un secteur qui aurait déjà rapporté 35 MEUR en 2018 au gouvernement pour un chiffre d'affaires de 1,8 Mds EUR et accessoirement réduire l'addiction aux paris en ligne, qui sévit en particulier chez les jeunes de milieu modeste. Le retrait de ces deux entreprises pourrait impacter le financement du milieu sportif.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : Orange lève 70 Mds FCFA (107 M EUR) pour le déploiement de la fibre optique

Le 26 septembre, Orange Côte d'Ivoire a conclu un accord avec un consortium de 5 banques, conduit par la BICICI (BNP Paribas), pour une levée de fonds de 70 Mds FCFA (107 M EUR) destinée à l'installation de la fibre optique. Le 1<sup>er</sup> octobre, le groupe a procédé à l'installation du câble sous-marin d'accès au haut débit Main One en Côte d'Ivoire, qui relie déjà actuellement le Portugal au Nigéria. Cette installation fait suite à la signature d'un accord avec la société MainOne (groupe nigérian Stanbic IBTC Bank) pour le rattachement au câble de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal. Pour rappel, Orange est le leader de la téléphonie en Côte d'Ivoire avec plus de 14 millions d'abonnés mobile.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Exore Resources élargit son permis d'exploration aurifère

La compagnie australienne Exore Resources a conclu un accord de coentreprise avec la société ivoirienne Smart Mineral Exploration pour acquérir une participation de 80% dans un permis d'exploration aurifère couvrant 380 km<sup>2</sup>, au nord de la Côte d'Ivoire. Elle s'engage ainsi à verser 1 M USD à Smart Mineral Exploration sur 3 ans, avec une dépense minimale de 0,2 M USD la première année. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a extrait 40,9 tonnes d'or en 2018 et en a exporté à hauteur de 444 Mds FCFA (675,8 M EUR), soit 7% de ses exportations totales.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Retail Holding rachète les parts d'Amethis dans le capital de la Compagnie de Distribution de Côte d'Ivoire

Retail Holding (actionnaire majoritaire de Label'Vie, le numéro deux de la distribution marocaine, et détenteur des franchises Carrefour, Burger King et Kiabi au Maroc), vient de racheter les 25% de parts détenus par le fonds d'investissement Amethis dans le capital de la CDCI, numéro deux ivoirien de la distribution alimentaire. Cette acquisition fait du Marocain le nouvel actionnaire majoritaire de la CDCI. L'homme d'affaires libanais Yasser Ezzedine, fondateur de la CDCI, restera son principal partenaire avec ses 40% de parts. Le montant des opérations n'a pas été communiqué. Pour rappel, avec un réseau d'environ 150 magasins en Côte d'Ivoire, la CDCI est présente sur le segment grossiste (CDCI Gros) et détaillant (King Cash et CDCI Demi-Gros).

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : Eiffage va réaliser en BOT le barrage de Fétorè

Ce barrage hydroélectrique de 40 MW sera réalisé en BOT par Eiffage, à Fétorè, dans la préfecture de Pita. Les études de faisabilité ont été présentées par Eiffage le 25 septembre 2019 au cabinet du ministre de l'Énergie. Ce barrage saisonnier, qui ne pourra fonctionner que 6 mois dans l'année (saison des pluies), pourrait être couplé d'une installation solaire pour un fonctionnement permanent. Il devrait rentrer en production en 2025, pour un coût de 84 M EUR. Pour rappel, la Guinée dispose d'un potentiel hydroélectrique estimé à 6000 MW – dont seulement 6 % est exploité. La mise en service d'un autre barrage – celui de Souapiti, d'une capacité de 450 MW, dont les travaux ont commencé en 2016 – est prévue pour septembre 2020.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : Le fonds d'investissement Moringa prend une participation de 46% dans la Société des boissons et eaux minérales au Mali (SOBEMA)

Le fonds d'investissement à impact du groupe financier franco-suisse Edmond de Rothschild, Moringa, a pris une participation de 46% dans la Société des boissons et eaux minérales au Mali (SOBEMA), qui commercialise des boissons à base d'ingrédients d'origine locale aux marchés d'Afrique de l'Ouest. Il s'agit du 10<sup>ème</sup> investissement de Moringa depuis son lancement en 2013 et de son 5<sup>ème</sup> en Afrique de l'Ouest. Grâce à ce financement, la société pourrait à terme viser l'export vers le marché européen. Les termes de cette transaction, accompagnée par le cabinet français Okan en tant que conseiller financier, n'ont pas été dévoilés.

✉ [Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : Une nouvelle société dans le secteur des hydrocarbures

Une nouvelle société, Sahel Petrolex, vient d'obtenir l'autorisation à faire du commerce international des produits pétroliers du Niger. Le Niger, qui produit actuellement 20 000 barils/jour, envisage de multiplier par cinq sa production journalière (110 000 barils) en 2021 et d'augmenter ainsi ses exportations de pétrole brut – qui ont atteint 15,8 M USD en 2018. Le pipeline Niger-Bénin, dont les travaux ont démarré le 17 septembre 2019 à Agadem, devrait contribuer à atteindre cet objectif.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Sénégal : Lancement de la marque de téléphonie Free pour la première fois en Afrique

Après avoir racheté l'opérateur local Tigo en 2018 avec deux partenaires, Xavier Niel renomme la marque et commercialise la bannière Free pour la première fois en Afrique. Cette mutation est intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 2019, 18 mois après le rachat de Tigo et la mise en œuvre d'un plan d'investissement de 150 M USD permettant d'étendre le réseau de l'opérateur et de déployer la fibre optique. Un service de transactions financières par mobile, nommé Free Money, a également été lancé.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : Afriland First Group ouvre une filiale en Ouganda**

La Banque centrale ougandaise a officiellement annoncé le 4 octobre 2019, la délivrance d'une licence à Afriland First Bank Uganda Limited, filiale d'Afriland First Group, fondé par le Camerounais Paul Kammogne Fokam. Il s'agit de la 11ème filiale du groupe bancaire camerounais sur le continent africain après celles du Cameroun, de Sao Tomé-et-Principe, de la RD Congo, du Libéria, de la Zambie, du Soudan du Sud, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Équatoriale, de la Guinée Conakry et du Bénin.

[alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Nigéria : 1ère visite du Président Buhari en Afrique du Sud après les évènements de septembre

Quelques semaines après les violences visant les entreprises et les ressortissants nigériens en Afrique du Sud et les représailles commises au Nigéria, le Président Buhari s'est rendu à Pretoria pour assister à la session inaugurale de la 9<sup>ème</sup> Commission binationale entre les deux pays. Créée en 1999, cette initiative vise à promouvoir le commerce et les investissements bilatéraux. Selon le communiqué officiel conjoint, 32 accords et protocoles d'accord auraient été signés et un projet de Conseil ministériel consultatif bilatéral aurait été mis au point, avec une séance inaugurale prévue à Abuja en avril 2020 au plus tard. Pour rappel, l'Afrique du Sud est le 1<sup>er</sup> partenaire commercial du Nigéria en Afrique avec environ 4,5 Mds USD d'échanges commerciaux en 2018.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Visite du Président Ouattara dans la région du N'Zi

En visite du 25 au 29 septembre dans la région du N'Zi, le Président ivoirien a procédé à l'inauguration du commissariat de police à Bocanda, assisté à la mise sous tension de plusieurs quartiers de la ville et annoncé la poursuite de la mise en œuvre de différents projets d'infrastructures comme le bitumage de l'axe Kouassi-Kouassikro-Bocanda. Le Conseil des ministres du 25 septembre avait été délocalisé à Dimbokro pour l'occasion. Le N'Zi, une région reculée et pauvre en infrastructures, avait durement subi la fermeture de l'usine de filature UTEXI en 2017. Cette visite intervient à un an de l'élection présidentielle, dans un territoire majoritairement acquis au PDCI – principal parti d'opposition au pouvoir en place.

✉ [Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : Niamey accueille une conférence internationale sur la démocratie en Afrique

La capitale du Niger, Niamey abrite actuellement une conférence internationale sur le constitutionalisme et la consolidation de la démocratie en Afrique. L'initiative revient au National Democratic Institute (NDI), un think tank américain, en partenariat avec Africa Forum, Osiwa et la Fondation Koffi Anan. Le directeur régional du NDI, le camerounais Christopher Fomunyoh, a été, à cet effet, reçu en audience le 1er octobre par le Président Issoufou Mahamadou.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Gabon : un nouveau Directeur général à la SETRAG

Le Conseil d'administration de la SETRAG (Société d'exploitation du Transgabonais) a nommé le Brésilien Luiz Renato Lombardo Torres Directeur général de la société, dirigée jusqu'alors en intérim par Christian Magni. Le nouveau directeur général aura la mission de poursuivre la transformation et le développement de l'entreprise, avec notamment la mise en œuvre du projet de modernisation de la ligne de chemin de fer à l'horizon 2023.

✉ [Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : remaniement ministériel

A l'occasion du remaniement ministériel du 4 octobre dernier, Jean-Marie OGANDAGA se voit octroyer le portefeuille du Tourisme en sus de celui du Commerce et des PME-PMI qu'il dirigeait déjà. Justin NDOUNDANGOYE, perdant le portefeuille du tourisme, récupère, en sus de celui des transports qui était dans ses attributions préalables, l'équipement, les infrastructures et les travaux publics dont Arnaud Engandji est délesté, sortant du gouvernement, 48 heures après sa nomination au ministère de la décentralisation, de la cohésion et du développement des territoires. Le portefeuille de Lee WHITE, Ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan Climat est complété par la charge du Plan d'affectation des terres.

✉ [Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

